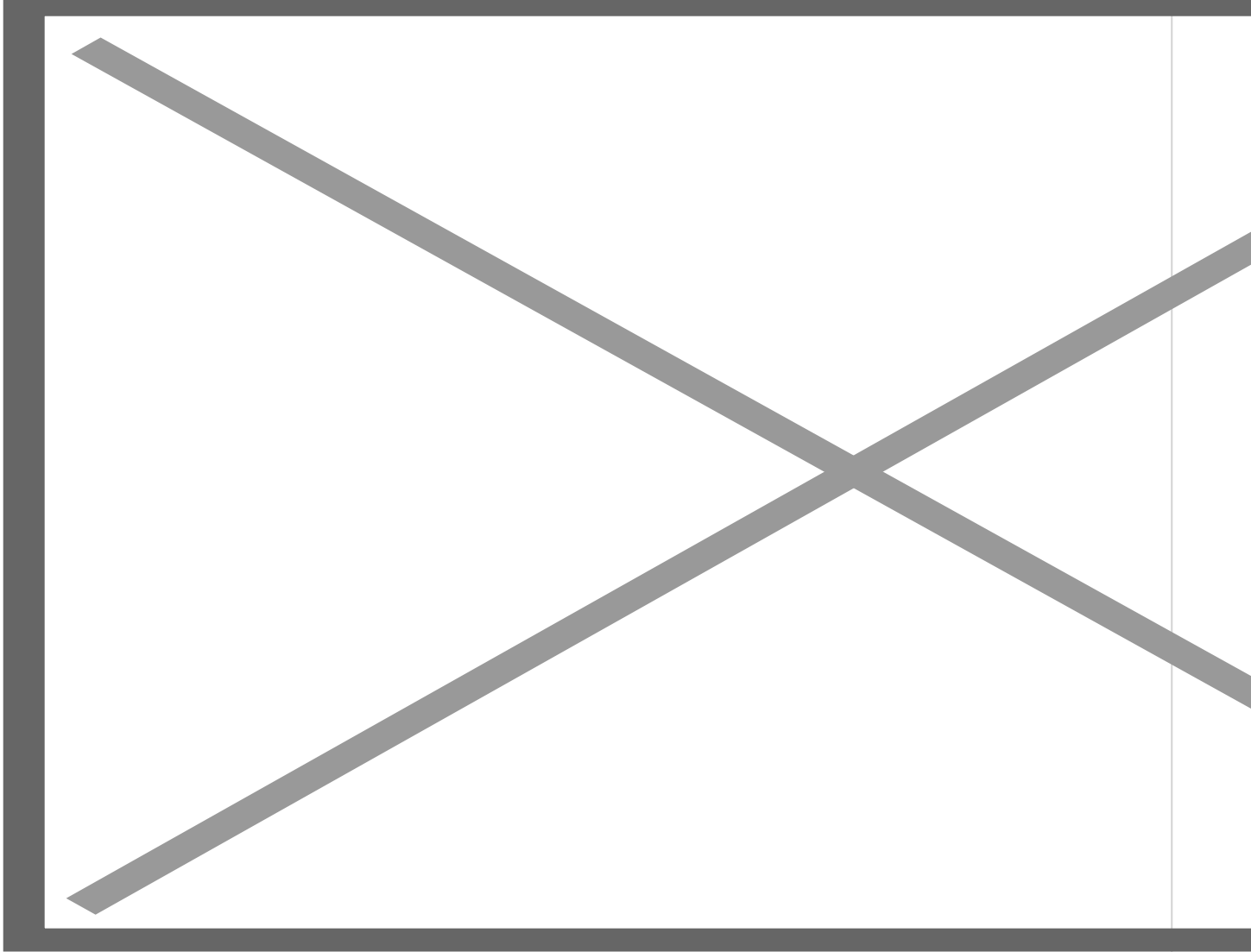


Des questionnements à Bolsonaro pour association d'enfants avec des armes au Brésil

Image not found or type unknown



Brasilia, 5 octobre (RHC) Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies désapprouve l'usage que fait le président Jair Bolsonaro d'enfants d'âge préscolaire pour promouvoir aujourd'hui son programme politique en faveur des armes au Brésil.

Selon le portail d'information G1, cette représentation de l'ONU a fait allusion à ce qui s'est passé le 30 septembre lors d'un événement dans la ville de Belo Horizonte, où un enfant portant l'uniforme de la police militaire de l'État de Minas Gerais (sud-est) et un pistolet de jouet dans les mains est monté sur la tribune avec Bolsonaro.

À un moment donné, le chef d'état a pris l'arme de jouet des mains du petit et il a posé pour le public et les journalistes. Ensuite, le petit faisait encore des exercices sur scène.

Pour la commission, des pratiques comme celle de Bolsonaro doivent être interdites et pénalisées, et ceux qui impliquent les enfants dans les hostilités doivent faire l'objet d'enquêtes, de poursuites et de sanctions.

La déclaration du Comité des droits de l'enfant de l'ONU était en fait une réponse écrite à une question posée par un journaliste.

Le texte affirme que la participation des enfants aux hostilités est explicitement interdite par la Convention relative aux droits de l'enfant.

'Cela inclut l'utilisation d'enfants dans toute activité liée aux conflits et la production et la diffusion d'images d'enfants participant à des hostilités réelles ou simulées', selon le texte.

Un tel document du comité n'a aucune implication juridique internationale, mais comme le Brésil fait partie de la Convention relative aux droits de l'enfant, le contenu de ce traité devient partie intégrante de l'ordre juridique brésilien, explique Camila Asano, Directrice de programme de l'organisation non gouvernementale Conectas.

C'est-à-dire que ce qui est précisé dans la convention est compris comme une norme également au Brésil et le comité, qui interprète les textes, a signalé que Bolsonaro en a violé les termes.

L'argument est également 'un appel ferme aux autorités brésiliennes compétentes pour exiger des responsabilités à ceux qui violent les droits des enfants comme cela a été le cas du président Bolsonaro', -a-t-il indiqué-.

Assouplir l'utilisation et l'achat d'armes a été l'une des principales promesses de campagne du président de tendance d'extrême droite en 2018 et l'une des causes qu'il défend durant ses plus de mille jours de mandat.

Durant cette période, l'ancien militaire a signé plus de 30 décrets et lois pour assouplir l'accès aux engins de guerre, dont plusieurs ont été entravés par le Congrès.

Selon les données de l'Institut Igarapé, les Brésiliens détiennent 1,2 million d'armes, soit 65 % de plus qu'à la fin 2018.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/272696-des-questionnements-a-bolsonaro-pour-association-denfants-avec-des-armes-au-bresil>



Radio Habana Cuba